GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS

Amendements réunis

au rapport [24.033, Exécution des peines et des mesures pour les personnes adultes \(LPMPA\)](#)

Projet de loi et amendements

Loi actuellement en vigueur	Projet de loi du Conseil d'État	Amendements que la commission propose d'accepter (art. 172 OGC)
<p>Art. 10a</p> <p>¹Le service pénitentiaire et ses entités peuvent communiquer à un autre service, sur requête, le lieu de séjour, la date d'entrée en détention et de libération de la personne soumise à une sanction pénale si ces renseignements sont nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.</p> <p>²En cas de transfert, les autorités d'exécution et les établissements peuvent se communiquer les données récoltées conformément à l'article 10.</p>	<p>Art. 10a, al. 2 (nouvelle teneur)</p> <p>²Le service pénitentiaire et ses entités peuvent, d'office ou sur demande écrite, échanger mutuellement, ainsi qu'avec les établissements de détention d'autres cantons et avec d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des peines et mesures, y compris avec les établissements et personnes privés, toutes les données personnelles et sensibles dans le but d'assurer la sécurité publique ainsi que le placement et le suivi de personnes condamnées. Ils sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci.</p>	<p>Amendement de la commission Art. 10a, al. 2</p> <p>²Le service pénitentiaire et ses entités peuvent, d'office ou sur <u>requête</u> écrite, échanger mutuellement, ainsi qu'avec les établissements de détention d'autres cantons et avec d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des peines et mesures, y compris avec les établissements et <u>le personnel privés</u>, toutes les données personnelles et sensibles dans le but d'assurer la sécurité publique ainsi que le placement et le suivi de personnes condamnées. Ils sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci.</p> <p>Accepté à l'unanimité</p> <p>Amendement accepté non combattu par le Grand Conseil.</p>
	<p>Art.38b (nouveau)</p> <p>¹Le service pénitentiaire peut faire appel à du personnel privé en vue de l'accomplissement de certaines tâches, en particulier dans les domaines de l'encadrement et de la sécurité.</p>	<p>Amendement de la commission Art. 38b, al. 1</p> <p>¹Le service pénitentiaire peut faire appel, <u>de manière ponctuelle</u>, à du personnel privé en vue de l'accomplissement de certaines tâches, en particulier dans les domaines de l'encadrement et de la sécurité.</p> <p>Accepté à l'unanimité</p> <p>Amendement accepté non combattu par le Grand Conseil.</p>